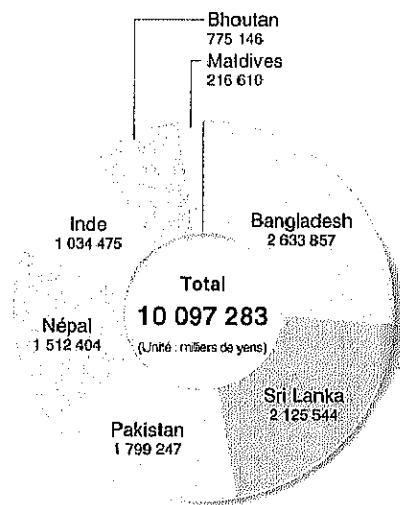


Asie du Sud-Ouest

Piliers de l'aide → Un programme commun d'action centré sur la réduction de la pauvreté

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



L'Asie du Sud-Ouest regroupe la moitié des pauvres de la planète. Si l'économie elle-même se développe, le revenu par habitant demeure faible et les besoins en développement très élevés. La réduction de la pauvreté reste le premier impératif du programme commun d'action* défini pour les pays de la région. En effet, dans un contexte conjuguant faiblesse de l'économie et des revenus et diversité ethnique, religieuse, linguistique et climatique, la pauvreté ne peut qu'aggraver l'instabilité politique et sociale. Soucieux de réduire la pauvreté en créant des conditions propices à un développement économique stable, les pays du Sud-Ouest asiatique ont pris des mesures énergiques pour favoriser la déréglementation et les investissements, et promouvoir les exportations.

La réduction de la pauvreté constitue par conséquent le fondement de la politique d'aide de la JICA en Asie du Sud-Ouest, et elle s'adresse aux questions de développement communes à tous les pays de la région : (1) amélioration des conditions de vie élémentaires avec l'accès aux services sociaux de base : eau potable, éducation et santé ; (2) développement agricole et rural ; (3) prise en

compte des problèmes environnementaux liés à l'urbanisation et à l'industrialisation ; (4) promotion du secteur industriel mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME) ; (5) soutien au développement de l'infrastructure* socioéconomique. Compte tenu des taux de croissance démographique, il est essentiel d'offrir du travail à la main d'œuvre rurale et de créer de nouveaux emplois dans les villes afin de garantir un développement stable de la société et de l'économie. Il convient par ailleurs de promouvoir une approche équilibrée de l'aide, conjuguant l'amélioration des conditions de vie élémentaires et le développement de l'économie, selon la situation qui prévaut dans chaque pays.

Dernier point : l'Asie du Sud-Ouest renferme des zones de tension (affrontement entre l'Inde et le Pakistan, notamment) qui constituent une menace pour la paix et la stabilité de la planète, tandis que d'autres comme le Sri Lanka ou le Népal sont aux prises avec des problèmes pressants liés à la consolidation de la paix et à la reconstruction après un conflit. Ces aspects doivent impérativement être pris en compte dans les programmes d'aide.

État actuel du développement régional

■ Réduction de la pauvreté généralisée

La région de l'Asie du Sud-Ouest se compose de sept pays : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Elle compte environ 1,38 milliard d'habitants, soit un cinquième de la population mondiale. Dans cette région, 560 millions de personnes vivent dans le dénuement – soit près de la moitié de la population mondiale sous le seuil de pauvreté extrême.

Ces dernières années, presque tous les pays de la région ont connu un taux annuel de croissance économique de l'ordre de 5 %. Dans l'absolu, cela semble correct, mais la pauvreté reste présente. Liés d'une manière complexe à la politique et à la société, des facteurs tels que l'appartenance ethnique, la religion, la langue et le climat contribuent à une profonde diversité sociale et culturelle, ainsi qu'à l'instabilité.

En Asie du Sud-Ouest, où l'aide est d'une importance cruciale, la coopération se concentre sur des domaines élémentaires tels que la santé et les soins médicaux, l'agriculture et le développement rural, et l'éducation primaire axée sur la réduction de la pauvreté. Elle s'emploie également à moderniser les infrastructures pour stimuler l'activité socioéconomique, et à prendre en compte les problèmes d'environnement liés à l'accroissement de la population et au développement économique. Il est essentiel que cette coopération atteigne

les groupes socialement vulnérables, comme les femmes, et qu'elle intervienne à l'échelon local. À cet égard, il importe d'accorder une attention particulière à l'intégration des spécificités* (que reflètent les faibles taux d'alphabétisation féminine et les taux élevés de mortalité maternelle et infantile) et de mettre en place des projets conjoints avec les organisations non gouvernementales (ONG).

■ Soutien à la paix et à la stabilité dans la région

Depuis les événements du 11 septembre 2001, la JICA contribue à la reconstruction post-conflictuelle de l'Afghanistan, et elle a étendu son aide au Pakistan voisin afin d'améliorer la stabilité de la région. L'Agence a également entrepris de soutenir la reconstruction après le conflit au Sri Lanka, où le gouvernement et les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) ont entamé des négociations pour la paix suite à l'accord de cessez-le-feu de février 2002.

En janvier 2004, le sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC)* s'est tenu au Pakistan, après avoir été reporté d'une année. Les résultats de ce sommet permettent d'espérer un allègement progressif des tensions entre l'Inde et le Pakistan, et la dynamisation de l'activité économique des différents pays de la région ; il s'agit de deux facteurs essentiels pour la stabilité de la région.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

■ Une aide efficace atteignant la population locale – Bangladesh

Le Bangladesh, qui est le plus peuplé des pays les moins avancés (PMA), doit faire face à de nombreux problèmes – faible niveau d'éducation, disparités entre les sexes et détérioration des conditions de vie – même s'il a atteint par ailleurs un certain niveau de développement économique.

Dans ce pays, l'ambassade du Japon, la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)*, et le bureau de la JICA travaillent en étroite collaboration. Cinq secteurs primordiaux ont été retenus : le développement rural, la santé, l'éducation, la lutte contre la contamination des eaux par l'arsenic, et l'électricité. La coopération mettant l'accent sur une collaboration organique, des groupes de travail composés de membres de chaque organisation ont été constitués pour chacun de ces secteurs ; ils ont pour mission d'élaborer des programmes sectoriels* contenant des orientations claires en matière de coopération, et de mettre en œuvre des mesures d'aide en coordination et en collaboration avec d'autres donateurs*.

Des questions propres au développement rural comme l'amélioration de la productivité agricole, la modernisation de

l'infrastructure des zones rurales, l'autonomisation* (habilitation*) des résidents et le renforcement des capacités administratives locales ont été prises en compte. Au Bangladesh, des antennes du gouvernement central assurent directement les services aux résidents. Afin d'assurer le fonctionnement rationnel et efficace du service public, un modèle prévoyant l'organisation des résidents est élaboré pour leur permettre de communiquer avec le gouvernement. Dans le district qui a bénéficié de la coopération, la transparence et l'efficacité des services administratifs ont donné d'excellents résultats, si bien que l'on envisage actuellement d'étendre la coopération à d'autres districts.

■ Lutte contre la pauvreté, protection de l'environnement, développement de l'infrastructure économique – Inde

Ces dernières années, l'Inde a réussi un développement économique stable en misant sur le secteur des technologies de l'information (TI). Toutefois, ce pays se heurte à des problèmes tels que la pauvreté de masse qui frappe un tiers de la population, la dégradation de l'environnement liée à une croissance économique rapide, et des disparités économiques internes.

La victoire du Parti du Congrès lors des élections législatives de mai 2004 a abouti à la formation d'un gouvernement de coalition dirigé par le premier ministre Manmohan Singh. La nouvelle équipe, qui entend poursuivre la politique de réforme et de libéralisation de l'économie, a annoncé sa volonté de mettre le développement agricole et rural et la lutte contre la pauvreté au cœur de son action.

En mars 2002, le gouvernement japonais a envoyé dans ce pays une mission chargée d'engager un dialogue politique de haut niveau. Cette mission a permis de réaffirmer que les priorités de la coopération en Inde étaient la lutte contre la pauvreté (amélioration de la santé et des soins médicaux, développement rural), la protection de l'environnement et le développement de l'infrastructure économique. Dans le domaine de l'environnement, notamment, la pollution du Gange, le fleuve sacré de l'Inde, est considérée comme un problème national. Ce problème a été abordé lors du sommet entre le Japon et l'Inde ; le Japon réalise l'étude relative au projet intégré de réduction de la pollution et de gestion du bassin du Gange. Par ailleurs, le Japon poursuit ses efforts d'aide en matière de lutte contre la pauvreté, par le biais de projets de développement agricole et rural, et d'activités dans le domaine médico-sanitaire. Dans le cadre du plan d'aide spécifique par pays formulé pour l'Inde durant l'exercice 2004, il entend renforcer son soutien stratégique.

■ Une aide bénéficiant aux populations pauvres — Népal

Le Népal connaît depuis quelques années une situation politique et sécuritaire instable. Les violences perpétrées par des groupes maoïstes se sont multipliées non seulement dans les zones rurales, mais aussi dans les villes, et les espoirs de reprise des négociations entre le gouvernement et les rebelles sont très minces.

Le Forum pour le développement du Népal (Nepal Development Forum ou NDF) s'est tenu à Katmandou, la capitale, en mai 2004 (le précédent avait eu lieu en 2002). Les discussions ont porté sur les efforts de réforme du gouvernement dans un contexte particulièrement difficile, le dixième plan quinquennal, les progrès accomplis dans l'application du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)* et la coordination et l'harmonisation des pratiques des donateurs.



Cours d'alphabétisation dispensé en collaboration avec une ONG (Bangladesh)

Dans ses projets au Népal, la JICA se fixe comme objectif prioritaire la réduction de la pauvreté. Pour y parvenir, elle entend concentrer ses efforts sur les services de santé, l'éducation primaire, le développement de l'infrastructure socio-économique, le développement agricole et rural, la protection de l'environnement et la reconstruction. Au cours de l'exercice 2004, l'Agence a mené une étude destinée à visualiser les activités à mettre en œuvre pour soutenir la reconstruction, et améliorer l'approvisionnement en eau potable ainsi que les services de santé. En ce qui concerne la gestion des affaires publiques, un expert en ajustement de l'aide va être détaché auprès de la Division de la co-ordination de l'aide étrangère (Foreign Aid Coordination Division) du ministère des Finances, et un projet de coopération destiné à renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation va être lancé à l'initiative de la Commission nationale de planification (National Planning Commission, NPC). La JICA contribuera ainsi au renforcement des organisations administratives et à l'amélioration des capacités. Par ailleurs, sachant que les populations pauvres n'ont pas suffisamment profité des bienfaits du développement, et que cette inégalité reste un facteur de conflit, on envisage de renforcer la participation des citoyens et de garantir une meilleure transparence des processus.

■ Réduction de la pauvreté et des disparités économiques et régionales — Pakistan

Parvenue au pouvoir après un coup d'État pacifique en octobre 1999, l'administration du général Pervez Musharraf a mis en œuvre des réformes pour la reconstruction et la démocratisation du pays. Avec le soutien du président Musharraf et de l'armée, le parti conservateur a remporté les élections législatives d'octobre 2002. En janvier 2004, le président pakistanais a obtenu l'appui du parlement lors du vote de confiance. Malgré la démission du premier ministre Zafarullah Khan Jamali en juin 2004, les réformes et les orientations en matière de développement ont été poursuivies jusqu'à maintenant. Depuis 2002, le produit intérieur brut réel (PIB) a progressé de 5,1% et l'économie pakistanaise a connu un rebond rapide significatif d'un profil de reprise en V, après la stagnation de son économie dans les années 1990. Il s'agit désormais de profiter de cette conjoncture pour jeter les bases d'un développement social durable.

Le rapport du troisième groupe d'étude de l'aide pour le Pakistan, créé en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), est paru en novembre 2003. Il propose de privilégier le développement social, et pose comme conditions essentielles la sécurité et la primauté du droit, la continuité et la cohérence des politiques, la promotion de l'égalité des chances, ainsi que la création et le renforcement, au plan qualitatif, des capacités en matière de suivi social. Pour parvenir à ces objectifs, le rapport propose un ensemble d'orientations et de questions déterminantes pour le développement régional, qui doit concilier aspects économiques et aspects humains.

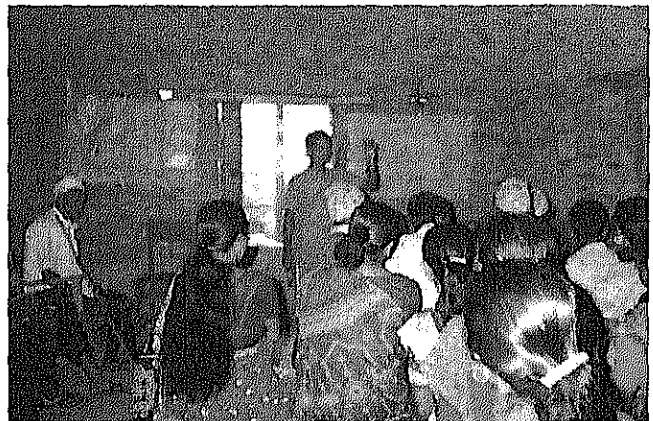
En décembre 2003, le ministère des Affaires étrangères du Japon s'est attelé à l'élaboration du plan d'aide pour le

Pakistan, en intégrant les orientations du rapport dans les politiques d'aide à moyen et à long terme en faveur du Pakistan.

Lors de la publication de ces orientations à moyen et à long terme, un groupe de travail sur l'APD a été mis sur pied dans le but d'analyser l'efficacité de la coopération en faveur du Pakistan ; ce groupe compte des représentants du Pakistan, du ministère des Affaires étrangères du Japon, de la JBIC, de la JICA et de l'Organisation japonaise du commerce extérieur (Japan External Trade Organization ou JETRO).

La coopération technique porte actuellement sur les domaines suivants : bonne gestion des affaires publiques* (amélioration des services des administrations locales et soutien à la réforme de la police), santé et soins médicaux (lutte antituberculeuse, programme élargi de vaccination (PEV) contre la poliomyélite), éducation (projet de promotion de l'alphabétisation dans la province du Penjab), environnement (envoi d'experts), infrastructure économique (équilibre et modernisation des ateliers du PITAC, à Lahore) et agriculture (envoi d'experts). À l'avenir, grâce à des prêts et à une coopération financière non remboursable*, le Japon aidera le gouvernement pakistanais à activer le développement socio-économique, réduire la pauvreté, redresser l'économie, pratiquer une bonne gestion des affaires publiques et accorder davantage de pouvoirs aux collectivités locales.

■ Coopération au service de la paix – Sri Lanka



Atelier participatif sur le diagnostic d'autosuffisance de la communauté rurale réalisé par les paysans eux-mêmes (Népal)

Depuis 20 ans, le Sri Lanka est en proie à un conflit civil qui, conjugué au terrorisme, s'est soldé par 65 000 morts et par 800 000 réfugiés et personnes déplacées.

Toutefois, en février 2002, ce conflit a été suspendu pour une durée indéfinie, et les parties ont entamé un processus de paix en septembre 2002.

En juin 2003, la Conférence qui s'est tenue à Tokyo sur la reconstruction et le développement du Sri Lanka a rassemblé des participants issus de 51 pays et de 22 organisations internationales, et la communauté mondiale a exprimé un engagement unanime en faveur du processus de paix au Sri Lanka.

Le plan d'aide spécifique par pays élaboré pour le Sri Lanka en 2004 s'articule autour de deux grands axes : 1) soutien à la consolidation de la paix et à la reconstruction ; 2) soutien conforme à la concrétisation dans une vision de moyen et long terme des objectifs de développement du millénaire. Selon ces deux axes, la JICA apportera une aide privilégiant

Sur le Terrain

● Bhoutan Projet relatif à l'administration locale S'inspirer de l'expérience japonaise pour le renforcement des capacités au niveau local

Projet de coopération technique

Décentralisation au Bhoutan

Le processus de décentralisation du Bhoutan a été engagé en 1981. En 2002, la réforme de la loi sur la décentralisation a entraîné un transfert d'autorité et de fonctions du gouvernement central vers les pouvoirs publics locaux. Cette année-là, les premières élections locales ont eu lieu et le cadre institutionnel de la décentralisation a été établi. Toutefois, ce cadre n'est pas encore opérationnel, et il est urgent de poursuivre l'évaluation des institutions et le développement des capacités des autorités locales concernées. Dans ce contexte, la JICA a lancé en mars 2004 un projet relatif à l'administration locale en concertation avec le ministère de l'Intérieur et des Affaires culturelles. Ce projet se propose de diffuser les nouvelles lois de décentralisation, d'améliorer les capacités administratives locales au sein d'une préfecture pilote et de développer les possibilités d'ajustement des politiques dont dispose le ministère de l'Intérieur et des Affaires culturelles.

Partenariat entre la popula-

tion et l'administration

En avril 2004, le personnel du ministère de l'Intérieur et des Affaires culturelles et le gouverneur de la préfecture, qui jouent un rôle déterminant pour les questions d'administration locale, ont été invités au Japon pour discuter avec des collectivités locales impliquées dans des projets novateurs de renforcement des capacités à l'échelon local et d'administration autonome de villes et de villages. Trois exemples concrets – la collaboration entre les habitants et l'administration du village de Shirakawa (préfecture de Gifu) pour un projet de préservation du patrimoine naturel et culturel, un projet de protection des ressources régionales géré par les habitants de Kitaharima (préfecture du Hyogo) et le système de diffusion de l'information et d'évaluation administrative mis en place dans la ville de Takanezawa (préfecture de Tochigi) – leur ont permis d'échanger des connaissances, de débattre de problèmes et de commencer à entrevoir les futurs contours de l'administration locale bhoutanaise.



Visite du Bureau de l'état civil de Kitaharima, dans la préfecture du Hyogo

Au Bhoutan, la population a toujours joué un rôle important dans l'administration, aussi, le processus de décentralisation qui privilégie le long terme et les idées novatrices est facilité par un fort sentiment d'appropriation.* Autant de facteurs qui devraient faire du Bhoutan un pays modèle en matière de décentralisation.

(Bureau de la JICA au Bhoutan)

les ressources humaines, domaine dans lequel elle possède un avantage comparatif. Elle contribuera notamment à la réinstallation des personnes déplacées, aux opérations humanitaires dans les zones touchées par le conflit, et au développement des ressources humaines dans le domaine des technologies de l'information (TI).

Dans ses projets de coopération, l'Agence s'efforcera d'assurer une répartition satisfaisante entre les régions et les différentes communautés ethniques, afin que toute la population du Sri Lanka puisse profiter des bienfaits de la paix et que cette dernière s'en trouve consolidée.

■ Développement au service du Bonheur National Brut—Bhoutan

Le royaume du Bhoutan, qui compte 660 000 sujets, est perché sur les pentes abruptes du versant oriental de l'Himalaya. En vertu du Bonheur National Brut (BNB), philosophie du développement adoptée par le roi, le pays a entrepris des efforts pour promouvoir sa croissance économique (mesurée par le produit national brut ou PNB), tout en préservant sa cul-

ture traditionnelle et son environnement naturel.

Compte tenu de la politique menée par le gouvernement du Bhoutan, la JICA a mis en place une coopération portant sur le développement agricole et sur l'amélioration des infrastructures économiques (routes, communications et électricité), deux domaines essentiels. Le développement agricole occupe une place à part : l'agriculture, qui emploie 80 % de la population, constitue en effet l'activité numéro un de ce pays. Fort du succès de ses précédents efforts de développement agricole dans l'ouest du Bhoutan, le Japon bénéficie d'un important capital de confiance. L'Agence concentre actuellement ses actions de coopération sur les techniques d'exploitation rizicole et sur la construction de routes pour l'agriculture dans la région orientale, où les conditions de vie sont les plus rudes et les pauvres les plus nombreux.

Durant l'exercice 2004, un projet de soutien à l'administration locale a démarré, et la coopération a porté sur le renforcement des institutions, dans le cadre du processus de décentralisation engagé par le gouvernement du Bhoutan, et sur le développement des capacités des pouvoirs publics locaux.

Sur le Terrain

● Sri Lanka

Projet de relèvement et de reconstruction selon une approche communautaire dans la préfecture de Mannar

De l'aide humanitaire d'urgence à la reconstruction post-confliktuelle

Projet de coopération technique

Le bonheur de rentrer chez soi

« Nous sommes rentrés d'Inde il y a un mois », explique un membre d'une famille tamoule. Après sept ans d'absence, cette famille qui a regagné son domicile dans le comté de Mantai West, préfecture de Mannar, dans le Nord-Est du Sri Lanka, est occupée à nettoyer les abords de sa maison et à planter des cocotiers et du manioc ; tout le monde s'active, de la grand-mère aux enfants.

« Dans le centre d'accueil des réfugiés en Inde, les enfants allaient à l'école locale, et je gagnais de quoi subvenir aux besoins de ma famille. Mais maintenant que nous sommes de retour, quel bonheur de savoir que cette terre et la moindre brindille qui se trouve dessus nous appartient. En arrivant, nous avons commencé par nettoyer le puits et par le débarrasser de tous les déchets qui l'encombraient ; nous y avons même trouvé un os humain. La guerre est une chose très triste et très désagréable. »

L'antagonisme entre la majorité cinghalaise (74 % de la population) et la minorité tamoule (18 %) est le principal problème du Sri Lanka. Les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE) ont affronté les forces gouvernementales pendant une vingtaine d'années pour

obtenir la sécession et l'indépendance des provinces du Nord et de l'Est. En février 2002, ils ont négocié un cessez-le-feu avec le gouvernement pour une durée indéterminée. Ce conflit a engendré un million de réfugiés et de personnes déplacées, et la population vit dans un environnement misérable, dévasté par les opérations militaires.

Habilitation communautaire

L'aide humanitaire d'urgence pour le rapatriement et la réinsertion sociale des réfugiés et personnes déplacées, assurée principalement par le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), doit peu à peu faire place à une aide au développement axée sur des projets de relèvement et de reconstruction, sous l'égide des organismes d'aide au développement. Le présent projet contribue à rétablir l'infrastructure de base nécessaire à la reprise de la vie quotidienne, et à restaurer et renforcer les capacités communautaires en relation avec les activités socioéconomiques susceptibles d'assurer un développement durable*. Par voie de conséquence, il permet aux résidents qui le souhaitent de participer au processus de planification, de mise en œuvre, de gestion et de suivi du projet



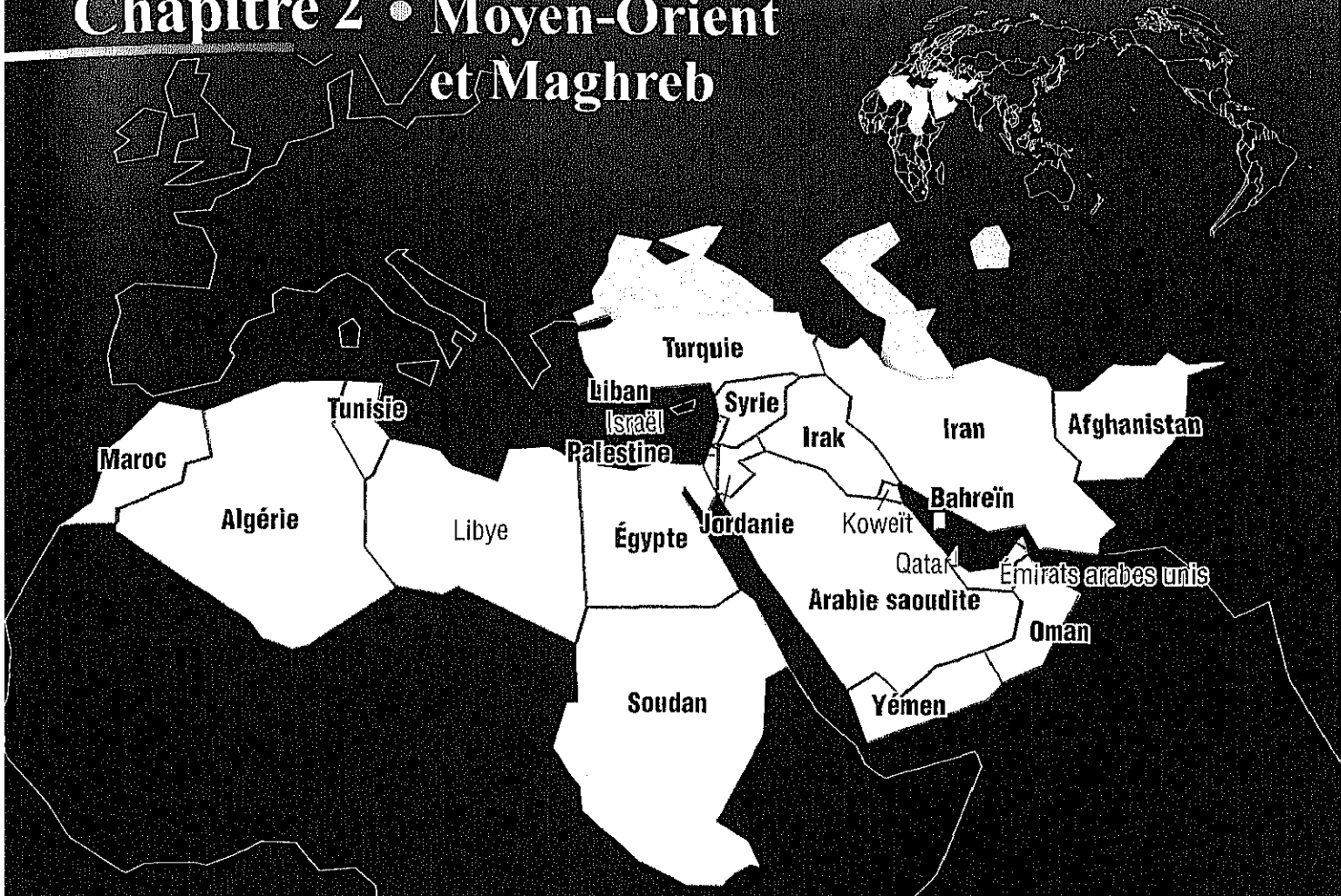
Une salle de classe aménagée en plein air

de reconstruction.

La zone concernée par ce projet s'étend sur deux comtés de la région de Mannar, où les rapatriés voisinent avec les habitants demeurés sur place ; ces comtés ont retrouvé la moitié de leur population d'avant le conflit, et de nouvelles zones résidentielles ont été spécifiées. Ce projet favorise l'indépendance de la communauté, tout en habilitant à accueillir et soutenir le rapatriement des réfugiés ; à l'avenir, il s'agit d'encourager et de faciliter le retour et l'installation dans la préfecture de 40 000 personnes qui vivent actuellement en Inde ou dans d'autres préfectures du Sri Lanka.

(Bureau de la JICA au Sri Lanka)

Chapitre 2 • Moyen-Orient et Maghreb

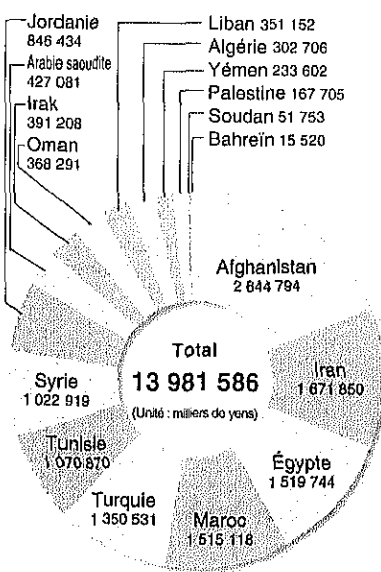


Moyen-Orient et Maghreb

Partie II
Chapitre 2 Moyen-Orient et Maghreb

Piliers de l'aide → Le processus de paix au Moyen-Orient demeure l'enjeu primordial

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



Le Moyen-Orient, et plus particulièrement l'Afghanistan, l'Irak et la Palestine, souffrent de problèmes complexes liés à des conflits passés ou présents ; il est très difficile de prédire à cette région un avenir stable et pacifique. Les besoins sont multiples, et varient d'un pays à l'autre. Dans une optique de paix et de stabilité sociale, la JICA s'efforce d'aider cette région à passer peu à peu du stade de la reconstruction post-conflictuelle à celui du développement. Elle assure par ailleurs une coopération active dans les domaines de développement prioritaires au Moyen-Orient, autrement dit la gestion des ressources en eau, la protection de l'environnement, la promotion de l'industrie et le développement des ressources humaines.

Dans le cadre du soutien au processus de paix au Moyen-Orient, principal problème dans la région, la JICA apporte une aide technique énergétique à la Palestine par l'organisation de stages axés sur la formation professionnelle et le renforcement des capacités législatives, judiciaires et administratives ; ces stages se déroulent soit au Japon, soit chez le voisin jordanien, avec l'appui du gouvernement de ce pays.

En Afghanistan, où la reconstruction fait suite à plus de 20 années de guerre civile, la JICA a mis en œuvre des projets dans des domaines tels que la promotion de l'éducation, le rétablissement des services médicaux, l'autonomisation* des femmes et la réintégration sociale des soldats démobilisés

dans une optique de stabilisation sécuritaire, avec le soutien de la communauté internationale. La JICA envisage également de contribuer à la reconstruction après le retour de la paix en Irak. Dans ce pays, qui s'efforce de bâtir les fondations d'une nouvelle nation, la JICA élabore un plan de reconstruction pour le développement des ressources humaines en collaboration avec les pays arabes voisins ; à cet effet, elle assure la collecte et la mise à jour d'informations dans les pays voisins.

En Arabie saoudite et dans les autres pays producteurs de pétrole, la JICA apporte son soutien aux efforts de diversification du revenu national afin que ces pays puissent s'affranchir d'une structure économique fondée sur la manne pétrolière. La coopération concerne plus précisément la formation d'ingénieurs et de personnel technique.

L'aide aux pays affichant un revenu relativement élevé comme la Tunisie et la Turquie se concentre sur une coopération technique dont l'objectif est de développer des ressources humaines capables de diriger des industries compétitives.

Les pays au revenu relativement faible, comme le Yémen, bénéficient de programmes d'aide financière non remboursable et de coopération technique. L'aide est ciblée sur la modernisation et le développement de l'infrastructure* industrielle, ainsi que sur la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain* (BEEH), notamment dans le domaine de la santé et des soins médicaux.

État actuel du développement régional

■ Diversité des contextes économiques et politiques

La région du Moyen-Orient et du Maghreb, qui comprend 22 pays, s'étend sur un vaste territoire allant de l'Afghanistan à l'est au Maroc à l'ouest, et du Soudan au sud à la Turquie au nord.

La plupart des pays de cette région ont un climat aride ou semi-aride, à l'exception de la mer Rouge et du golfe Persique, où règne une forte humidité, de l'Afrique du Nord qui jouit d'un climat méditerranéen et de la partie sud de la péninsule arabique, qui bénéficie d'un climat de montagne. La diversité des systèmes politiques explique que puissent se côtoyer des monarchies et des émirats, des républiques séculaires et une république islamique proclamant la prééminence des préceptes religieux.

Sur le plan économique, les disparités entre les pays de cette région sont considérables : alors que les États du Golfe et les pays d'Afrique du Nord recèlent d'impressionnantes ressources en pétrole ou en gaz naturel, des pays comme le Soudan ou le Yémen, qui en sont dépourvus, sont à la traîne en termes de développement socioéconomique et sont classés parmi les pays les moins avancés* (PMA).

■ Diversité des conditions de développement

Plusieurs pays du Moyen-Orient ont une histoire très ancienne, bien antérieure à l'ère chrétienne, si bien que les contextes sociaux et culturels sont très variés. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la région a connu

de nombreux conflits, notamment les guerres israélo-arabes, le conflit du Liban, la guerre civile en Afghanistan, la guerre Iran-Irak, la guerre du Golfe, l'offensive américaine en Afghanistan, le conflit palestinien et la guerre en Irak. Les incertitudes qui pèsent sur la région ont des répercussions sur l'économie, la paix et la stabilité de la planète. Si le Moyen-Orient est une région contrastée, le tableau du développement l'est tout autant.

En Afghanistan par exemple, l'infrastructure socio-économique et les services administratifs de base ont été laminés par la guerre civile, et le système financier est entièrement à reconstruire. Pour aider efficacement un pays aux prises avec de tels problèmes, il convient non seulement d'apporter un soutien classique au relèvement et à la reconstruction, mais aussi de mettre en place une approche novatrice et intégrée, en posant comme préalables le soutien au processus de paix et à la sécurité publique.

Certains États du Golfe se sont appuyés sur les énormes recettes résultant de l'exploitation pétrolière pour se détacher sur le plan économique et social. Si ces pays sont très bien équipés en infrastructures, leur première priorité consiste à former des ressources humaines capables de soutenir la croissance de leur économie.

D'autre part, dans plusieurs pays en proie à des difficultés économiques, la fourniture de services liés aux BEEH reste insuffisante, notamment pour ce qui est de la santé et des soins médicaux primaires ou de l'approvisionnement en eau potable.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

■ Soutien en faveur de la paix au Moyen-Orient

Depuis la signature du premier accord d'Oslo en septembre 1993, le Japon participe activement aux discussions multilatérales en assurant la présidence du Comité de travail sur l'environnement. Il s'agit de l'un des cinq comités (environnement, développement économique régional, ressources en eau, maîtrise des armements, sécurité de la région et réfugiés) formés lors des négociations de paix au Moyen-Orient en 1992, afin de soutenir le processus de règlement du conflit israélo-palestinien. Parallèlement, le Japon apporte une contribution énergique par l'intermédiaire des organisations internationales.

Si les affrontements entre Israël et la Palestine se sont intensifiés depuis septembre 2000, plusieurs événements survenus en 2003 laissent toutefois entrevoir un espoir pour la paix au Moyen-Orient. Citons notamment l'adhésion en juin des autorités israéliennes et palestiniennes à une « feuille de route » prévoyant un cessez-le-feu bilatéral, et

la proclamation, fin juin, d'une trêve de trois mois du côté palestinien. Il n'empêche que les affrontements armés se poursuivent, et que les tensions restent très vives comme en témoignent les assassinats perpétrés contre des figures du Hamas.

Dans ce contexte, le Japon a mis en œuvre des mesures de soutien aux réformes en Palestine pour aider ce pays à s'établir en tant que nation ; il faut préciser que ce soutien est conditionné à l'évolution du processus de paix. La JICA a organisé des stages de formation pour les Palestiniens dans le cadre notamment du Nouveau programme japonais de coopération en faveur de la restauration et de la réforme de l'Autorité palestinienne, annoncé en avril 2003 par Yoriko Kawaguchi, la ministre des Affaires étrangères du Japon. Ces formations, qui ont eu lieu au Japon et en Jordanie, portaient sur la démocratisation, l'audit, les opérations administratives et financières, et le système judiciaire. Sans perdre de vue la consolidation des relations avec les pays arabes

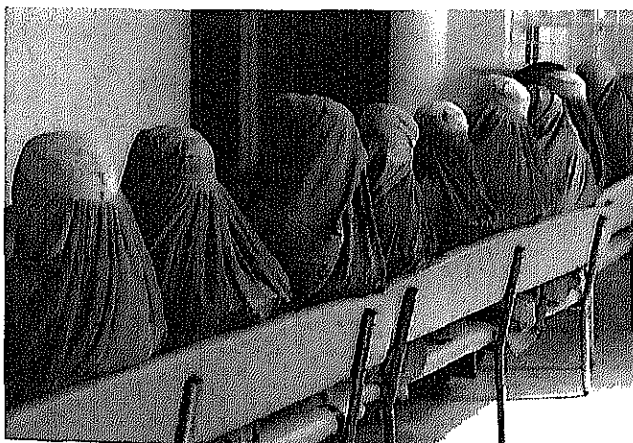
voisins, la JICA concentre son action sur la stabilisation des conditions de vie de la population et sur l'amélioration de la fonction d'administration du gouvernement. L'Agence entend par ailleurs favoriser les approches qui mettent l'accent sur la sécurité humaine*.

■ Reconstruction après le conflit en Afghanistan

La reconstruction de l'Afghanistan, qui a débuté en 2002, a progressé depuis sur de nombreux fronts grâce à la coopération des pays donateurs* et des organisations internationales. Le processus de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des anciens combattants, capital pour améliorer la sécurité publique, a débuté en octobre 2003. La Loya Jirga (l'assemblée traditionnelle afghane) a adopté une nouvelle constitution en janvier 2004. La reconstruction d'un tronçon de 500 km de la route reliant Kaboul à Kandahar, qui constituait une priorité urgente, a été achevée. Cet axe vital est désormais rouvert à la circulation, principalement grâce à l'aide du Japon et des États-Unis.

En dépit de ces progrès, le délégué du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) a rappelé que « selon l'Indicateur du développement humain (IDH), l'Afghanistan était le deuxième pays le moins développé du monde après le Sierra Leone » lors de la conférence internationale sur l'Afghanistan qui s'est tenue à Berlin fin mars 2004 (Mme Sadako Ogata, présidente de la JICA, y participait en qualité de coprésidente et de déléguée du Japon). Lors de cette conférence, les pays donateurs et les organisations internationales ont annoncé des engagements financiers atteignant 8,2 milliards de dollars en faveur de la reconstruction de l'Afghanistan, sur une période de trois ans à partir de 2004. La contribution du Japon s'élève à 400 millions de dollars sur deux ans.

Ces deux dernières années, la JICA a consacré quelque cinq milliards de yens à des projets de reconstruction et de remise en état d'infrastructures telles que des routes, des écoles et des installations médicales. Tout en poursuivant ces activités de reconstruction, l'Agence entend réaliser davantage de projets bénéficiant directement à la population : alphabétisation, lutte contre les maladies infectieuses et plus particulièrement la tuberculose, soins de santé



Femmes attendant de passer un contrôle de santé au Centre antituberculeux afghan

maternelle et infantile. En outre, l'Afghanistan étant un pays traditionnellement agricole, il importe de renforcer la coopération en faveur du développement agricole et régional afin de promouvoir l'amélioration de la productivité et la création d'emplois.

■ Contribution au rétablissement des institutions nationales en Irak

Il est essentiel d'aider l'Irak, dont la déliquescence se poursuit depuis 20 ans, à accéder au rang de nation pacifique et démocratique, tout en assurant sa souveraineté et l'unification de son territoire. La reconstruction de ce pays est d'une extrême importance tant pour le peuple irakien que pour la paix et la stabilité au Moyen-Orient et partant, pour la communauté internationale. Ainsi, le Japon a annoncé une aide de 5 milliards de dollars, dont 1,5 milliard de dollars sous forme de coopération financière non remboursable pour les besoins d'urgence (rétablissement des secteurs clés de la vie quotidienne : électricité, éducation, distribution d'eau et assainissement, services de santé, emploi, amélioration de la sécurité publique) et 3,5 milliards de dollars, essentiellement sous forme de prêts en yens pour les besoins de reconstruction à moyen terme (rétablissement d'infrastructures de transport et de télécommunications, entre autres).

Afin d'aider l'Irak à valoriser ses ressources humaines, la JICA organise des formations médicales en Égypte, en collaboration avec les pays arabes, ainsi que des stages au Japon. Elle réalise par ailleurs des études de base sur les besoins d'urgence et sur les besoins de la reconstruction à moyen terme. Elle contribue ainsi au développement humain et à l'édification de la nation.

■ Coopération dans le domaine de l'eau

Au Moyen-Orient, les ressources hydriques renouvelables sont peu abondantes, et les quantités d'eau disponibles pour les activités humaines telles que l'agriculture, la vie quotidienne et l'industrie sont rigoureusement limitées. Dans les pays du Golfe et en Jordanie, les restrictions frappant les eaux à usage agricole – 70 % à 80 % de l'eau utilisée – rendent l'objectif d'autosuffisance alimentaire difficile à atteindre ; la consommation alimentaire a en effet augmenté en raison de l'accroissement de la population et des revenus. La forte croissance démographique et l'urbanisation qui l'accompagne accroissent la consommation d'eau à usage domestique. Le captage de l'eau des rivières dans les zones urbaines et l'utilisation des eaux souterraines ne suffisent pas à satisfaire ces besoins croissants et ne font qu'aggraver la détérioration des ressources hydriques. Il est donc devenu urgent d'assurer un approvisionnement stable en eau et une utilisation efficace de cette ressource dans la région.

Face à cette situation, la JICA soutient la création, en Syrie, du Centre d'information sur les ressources en eau. Ce centre doit faciliter la mise en place d'un système de collecte et de gestion des données relatives aux ressources hydriques. Dans le cadre de la coopération technique, l'Agence envoie

des experts et organise l'accueil de participants à des formations pour des projets d'adduction d'eau dans les zones rurales sous-développées du Maroc ; elle assure également un appui technique pour l'étanchéité des canalisations (afin de lutter contre les fuites d'eau) en Jordanie, pays où les ressources hydriques sont les moins abondantes de la planète. La JICA aide ainsi chaque pays à s'atteler au traitement de ses propres problèmes dans le domaine de l'eau.

■ Protection de l'environnement

Les pays du Moyen-Orient et du Maghreb se caractérisent par leur diversité climatique : si beaucoup ont un climat aride ou semi-aride, avec des précipitations très faibles, la mer Rouge et le golfe Persique sont des zones très humides, et l'Afrique du Nord jouit d'un climat méditerranéen. L'urbanisation et l'industrialisation ne sont pas non plus uniformes d'un pays à l'autre. Dans le secteur environnemental, le tableau des besoins est à l'image de cette diversité. Les projets de coopération de la JICA s'efforcent de prendre en compte les besoins des différents pays ; ils vont du soutien à la protection des forêts en Arabie saoudite au renforcement des capacités* administratives dans le domaine de l'environnement en Jordanie.



Un expert et ses homologues* participent à une formation pratique sur le travail des métaux en Égypte

Dans nombre de pays du Moyen-Orient, la croissance économique et démographique a entraîné une urbanisation et une industrialisation rapides, ce qui a engendré de gros problèmes de pollution des eaux et de l'air et de gestion des déchets. La JICA aide la région à traiter ces problèmes en s'appuyant sur l'expérience japonaise ; par le passé, le Japon s'est attelé efficacement à ses problèmes d'environnement par la mise en place de nouvelles réglementations, de programmes d'action et de technologies moins polluantes et plus économes en énergie.

Sur le Terrain

● Afghanistan Formations professionnelles pour les soldats démobilisés

Soutien à la réinsertion sociale des ex-combattants Projet de coopération technique

Favoriser la consolidation de la paix et la reconstruction

L'Afghanistan a subi des conflits pendant plus de 20 ans. Le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) des anciens combattants est primordial pour la consolidation de la paix et le relèvement du pays, de même que pour la création d'une nouvelle armée nationale, le rétablissement de services de police, et la mise en place d'un appareil judiciaire et d'activités de lutte antidrogue.

Outre une contribution financière de 7,2 milliards de yens (2003-2004), le Japon qui a pris la tête du programme DDR lors du sommet du G8 d'avril 2002 consacré à la sécurité, a mis sur pied le « Programme nouveau départ pour l'Afghanistan » conjointement avec la Mission d'assistance des Nations-Unies en Afghanistan (MANUA). L'objectif est de mettre en œuvre un processus DDR neutre et fonctionnel en collaborant avec le gouvernement afghan, les principaux pays donateurs* et les organismes d'aide.

Formation professionnelle dans l'industrie légère

En février 2003, la JICA a réalisé une étude pour examiner de plus près les

circonstances de la demande de DDR. Le mois suivant, elle a envoyé un expert auprès de l'ambassade du Japon en Afghanistan pour élaborer une politique DDR et un plan d'aide ; cet expert intervenait en qualité de représentant spécial du gouvernement japonais. L'Agence a également mené des études de formulation de projets* en juin et en septembre en vue de planifier un projet de coopération technique axé sur la réintégration sociale des soldats démobilisés. Dans le cadre de ce projet, qui porte sur la formation professionnelle dans les domaines prioritaires de l'agriculture, de l'industrie et du bâtiment, la JICA forme des formateurs locaux dans la capitale, Kaboul ; ils sont ensuite envoyés dans les différents centres régionaux de formation professionnelle pour transmettre leurs connaissances à des ex-combattants. Il a été décidé de commencer par les cours relatifs à l'industrie légère (tôlerie, soudage et mécanique), en association avec le ministère du Travail et des Affaires sociales.

Pour l'heure, le centre de formation des formateurs subit des travaux de réparation. Ce projet a retenu l'attention car il est réalisé en commun avec la l'Agence allemande de coopération technique (Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit ou GTZ) qui dispense



Ex-combattant suivant une formation professionnelle

des formations professionnelles analogues dans les mêmes locaux. Ces installations bâties par les Russes il y a 25 ans ont été bombardées juste avant leur achèvement, et elles n'ont jamais servi. Leur reconstruction devrait permettre à la population locale de prendre conscience de l'avènement de la paix. Les ex-combattants vont y acquérir des compétences qui les aideront à gagner leur vie, grâce au travail des formateurs répartis sur tout le territoire afghan. Ils pourront ainsi réapprendre à vivre en paix avec leur famille et le reste de la population afghane.

(Bureau de la JICA en Afghanistan)

■ Promotion de l'industrie et développement des ressources humaines

Dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen, l'Union européenne (UE) soutient la formation future d'une zone de libre-échange dans cette région, afin de stimuler le développement économique et social, qui est par ailleurs un facteur de stabilité. La Tunisie (en 1995), le Maroc (en 1996), l'Autorité palestinienne (en 1997), la Jordanie (en 1997), l'Égypte (en 2001) et l'Algérie (en 2002) ont déjà signé des accords bilatéraux avec l'Union européenne. Ces pays entendent renforcer le processus afin de parvenir à l'instauration d'une véritable zone de libre-échange (ZLE) d'ici quelques années ; il leur faut par conséquent développer des industries nationales capables de faire face à la concurrence mondiale.

Beaucoup de pays du Moyen-Orient connaissent un accroissement rapide de leur population, qui se compose aujourd'hui pour l'essentiel de jeunes travailleurs potentiels. Le problème de l'emploi ne cesse de s'aggraver, devenant un important facteur d'instabilité sociale. Il est donc urgent

d'y remédier en formant du personnel technique capable de soutenir l'essor des différentes industries.

Dans cette optique, la JICA participe au développement des ressources humaines en organisant la formation professionnelle de mécaniciens automobile en Arabie saoudite, d'ingénieurs électriciens et électroniciens en Tunisie et d'ingénieurs automaticiens en Turquie ; elle fournit également un appui à diverses industries pour l'élaboration de politiques.

■ Coopération Sud-Sud

La coopération technique dispensée par le Japon au Moyen-Orient a eu des résultats positifs. Certains pays ont atteint un niveau de développement technique qui leur permet aujourd'hui d'assurer à leur tour une coopération technique en faveur d'autres pays ayant besoin d'un rattrapage dans ce domaine. Cette forme de coopération technique – dite Sud-Sud* – entre pays en développement est une méthode d'aide efficace, car ces pays ont des problèmes de développement communs avec leurs voisins au sein de la

Sur le Terrain

● Jordanie

Formation relative à la fourniture d'électricité pour l'Irak

Résultats de la coopération technique dispensée de pays à pays

Formation pour les pays tiers

Production d'électricité très irrégulière

Le 4 mai 2004, un an après la fin des principales opérations militaires en Irak, la formation pour les pays tiers* dans le domaine de l'énergie électrique, l'un des piliers du soutien à la reconstruction de l'Irak, débutait en Jordanie. Il faut noter que ce pays est celui dont les liens historiques et économiques avec l'Irak sont les plus étroits.

L'infrastructure socioéconomique – transports, fourniture d'eau et d'électricité, notamment – a été mise à mal par les guerres successives et par les sanctions économiques imposées à l'Irak durant 12 ans. Le mauvais fonctionnement du réseau de distribution électrique, qui est d'une importance vitale pour la société, est loin d'être une exception. À l'heure actuelle, il couvre à peine la moitié des besoins de la population. Le ministre irakien de l'Électricité a sollicité l'aide des organismes donateurs, y compris américains et britanniques, afin que la production électrique soit à la hauteur des besoins l'été, lorsque les systèmes de climatisation font grimper la consommation. Quoi qu'il en soit, l'insécurité qui règne dans le pays entrave la réalisation des projets de reconstruction sur place.

Dans le cadre de cette formation, la

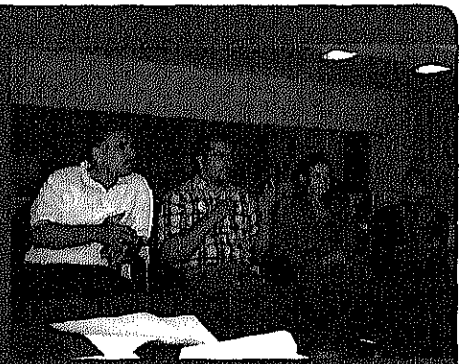
Jordanie invite des ingénieurs irakiens de l'organisme central de distribution électrique qui gère la demande d'énergie électrique en Irak. Ce stage doit permettre aux participants d'acquies des méthodes d'analyse pour les systèmes d'alimentation électrique et des méthodes d'exploitation du réseau, afin d'optimiser la capacité de production et satisfaire la consommation aux périodes de pointe en été.

Venir à bout des difficultés

La mise en œuvre de ce programme a été assez ardue. Étant donné qu'il est très difficile de pénétrer en Irak et que les communications sont très insuffisantes, il a fallu mener à distance une étude des besoins et communiquer tant bien que mal afin de faire les mises au point nécessaires à la réalisation. L'élaboration du plan de formation et les modifications à apporter à la mise en œuvre ont demandé beaucoup de temps et d'efforts.

De plus, juste avant que la formation ne commence, l'armée américaine a lancé ses opérations de « nettoyage » à Falloujah. La sécurité intérieure s'est nettement dégradée, et il a fallu modifier les emplois du temps et les moyens de transport des stagiaires.

Ces problèmes ont toutefois été résolus grâce à la participation énergique de la Compagnie nationale d'électricité de



Des ingénieurs irakiens suivent une formation en Jordanie

Jordanie (NEPCO), chargée de mettre en œuvre la formation. Cette dernière a été menée à bien avec tous les stagiaires prévus au départ.

Par le passé, la JICA a fourni des installations de formation et détaché des experts auprès de la Compagnie d'électricité jordanienne. Dans le cadre de cet exemple réussi de coopération Sud-Sud*, l'Irak a bénéficié des connaissances et des compétences techniques qui avaient été transmises à la Jordanie par le Japon.

La JICA prévoit de poursuivre ses actions fructueuses de coopération dans le domaine de l'énergie électrique en Irak, en collaboration avec la Compagnie d'électricité jordanienne.

(Bureau de la JICA en Jordanie)

région. Ainsi, la Tunisie et le Maroc fournissent une aide aux pays arabes et d'Afrique occidentale voisins, l'Égypte et la Jordanie aux pays arabes et africains, la Turquie aux pays d'Asie centrale et à la Bosnie-Herzégovine.

Lors de la troisième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD III) en octobre 2003, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a fait l'objet d'une évaluation. Il s'agissait de savoir si cette stratégie de développement conçue par des Africains et commune à tous les pays d'Afrique avait permis l'émergence de l'appropriation* dans les différents pays de la région. À l'issue de l'évaluation, la communauté internationale a réaffirmé son soutien à cette stratégie. Les pays d'Afrique du Nord se conforment au cadre du NEPAD pour renforcer la coordination et la coopération au sein du continent africain. Les domaines concernés sont l'agriculture, les soins médicaux et la métallurgie en Égypte, la santé maternelle et infantile et l'environnement en Tunisie, la

pêche et les systèmes d'adduction d'eau au Maroc.

Koizumi Junichiro, le premier ministre japonais, a par ailleurs annoncé le renforcement des politiques destinées à promouvoir la coopération du Japon et des pays arabes lors de sa visite en Égypte et en Arabie saoudite en mai 2003. L'aide à la reconstruction de l'Irak et le programme de coopération avec les pays arabes en vue de soutenir le processus de paix au Moyen-Orient relèvent de la politique gouvernementale. Dans cet esprit, la JICA a organisé la formation, en Égypte, de 100 Irakiens travaillant dans le secteur des soins médicaux, et elle a permis à des ingénieurs irakiens de suivre une formation dans le domaine de l'énergie électrique en Jordanie. Ces deux pays assurent également une coopération en faveur de la Palestine dans des domaines tels que les équipements médicaux, la gestion agricole, le système judiciaire, les finances et l'administration, et l'électricité.

Sur le Terrain

• Arabie saoudite Projet nippo-saoudien d'Institut supérieur de l'automobile

Un nouveau projet soutenu par des groupes privés

Projet de coopération technique

Politique favorisant l'emploi des Saoudiens (« saoudisation »)

Le projet nippo-saoudien d'Institut supérieur de l'automobile a retenu l'attention, car il se distingue des projets classiques de la JICA.

L'annonce de la création de cet établissement dans le cadre d'un accord de coopération bilatéral entre le Japon et l'Arabie saoudite remonte à la visite au Japon du prince héritier Abdallah, en octobre 1998. C'est un projet d'un type nouveau dans la mesure où il s'appuie sur la participation et la coopération de groupes privés des deux pays. L'Institut de formation à la mécanique automobile, qui a ouvert ses portes en septembre 2002, est un établissement privé financé en grande partie par l'Association des constructeurs automobiles japonais (Japan Automobile Manufacturers Association, Inc.) du côté japonais, et par le groupement des concessionnaires automobiles japonais en Arabie saoudite du côté saoudien.

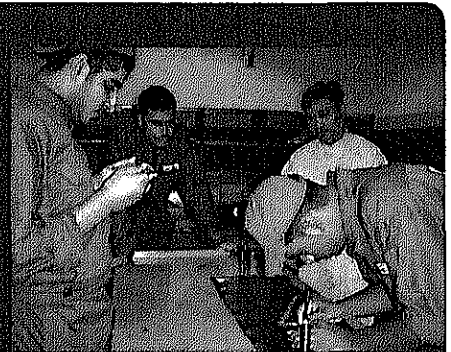
Au sortir de cet institut, les jeunes Saoudiens sont censés pouvoir trouver un emploi dans les entreprises automobiles installées sur le territoire saoudien, dans le cadre du programme de saoudisation – programme de « préférence nationale » – que le gouvernement national a mis en place, et qu'il considère

comme un des piliers de sa politique.

Assurer le développement durable de l'Institut

Dans le cadre de ce projet, des experts en mécanique automobile recommandés par l'Association des constructeurs automobiles japonais transfèrent chaque jour leurs compétences à des homologues. Leurs activités, variées, ne se limitent pas à l'enseignement d'un savoir-faire technique. Ils participent aussi à la gestion de l'Institut, aux contrôles de sécurité des installations, à l'apprentissage de la discipline chez les étudiants, à l'organisation des événements qui rythment la vie de l'école, et ils dispensent des conseils. Ce projet ne vise pas seulement à améliorer les installations de l'Institut et les compétences des homologues. Il est de l'intérêt de tous (personnel, homologues et étudiants compris) que cet établissement connaisse un développement durable* une fois le projet actuel achevé.

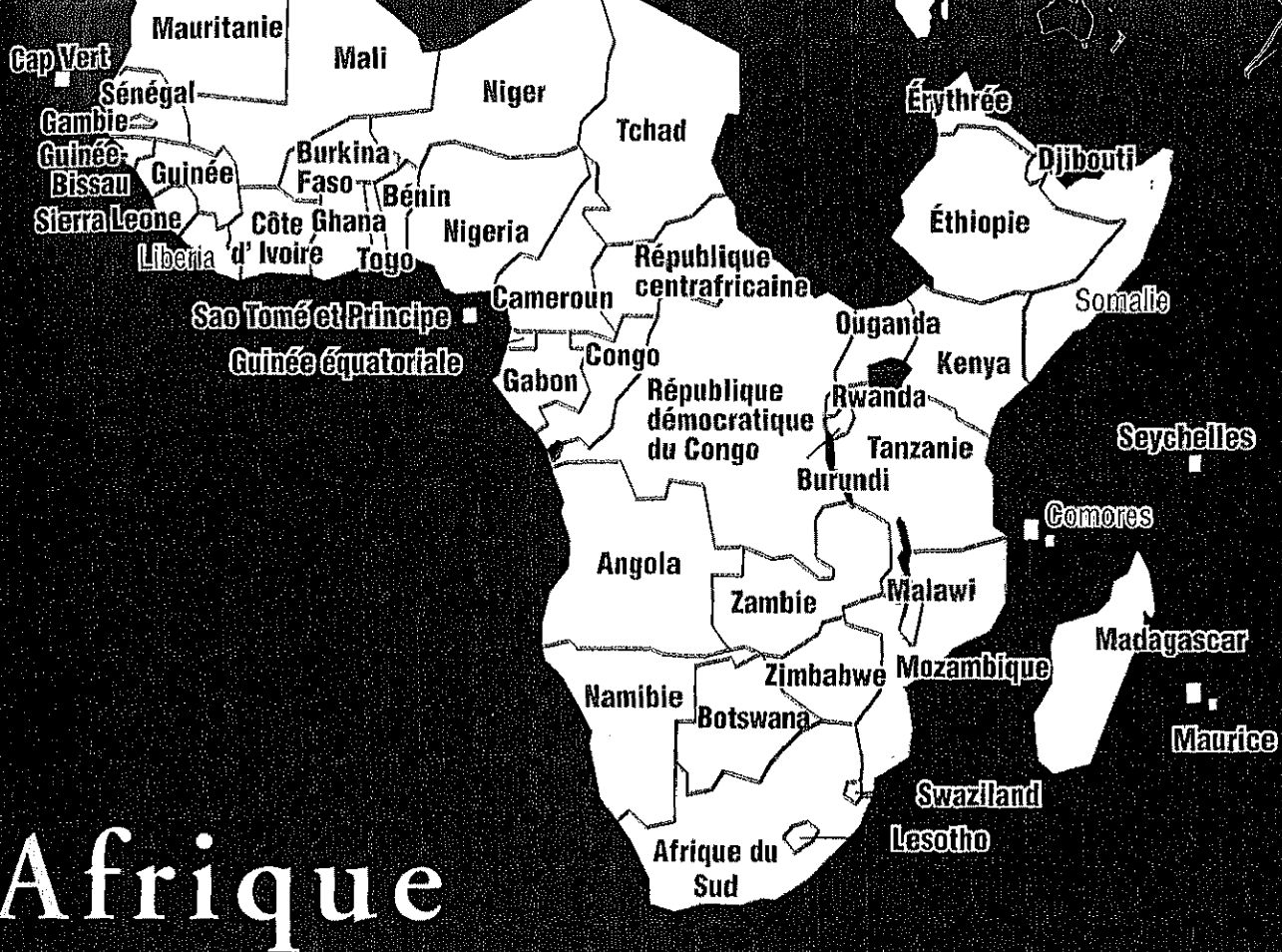
Par exemple, le personnel de l'Institut doit former des comités d'inspection de la sécurité, dont les experts ont eu l'idée. Tous les trois mois, le comité effectue une mission d'inspection pour vérifier que les locaux ne présentent aucun danger pour les étudiants ; il s'efforce de trouver des points à améliorer, afin d'offrir un meilleur environnement de formation. L'objectif est d'accroître la sen-



Ces jeunes ingénieurs saoudiens sont l'avenir de leur pays

sibilité aux questions de sécurité dans l'ensemble de l'Institut. Sur une proposition des experts associés au projet, les étudiants devaient participer à un concours de compétences en juillet 2004, pour qu'un large public puisse constater l'efficacité de leur formation. Cette initiative ne pouvait que renforcer leur motivation pour les études. De nombreuses autres propositions ont été avancées et mises en œuvre. Les experts prennent très à cœur leur mission de transfert de technologies* ; il leur paraît essentiel que la direction de l'établissement, les étudiants, le personnel enseignant et eux-mêmes conjuguent leurs efforts pour faire fonctionner et améliorer cet institut.

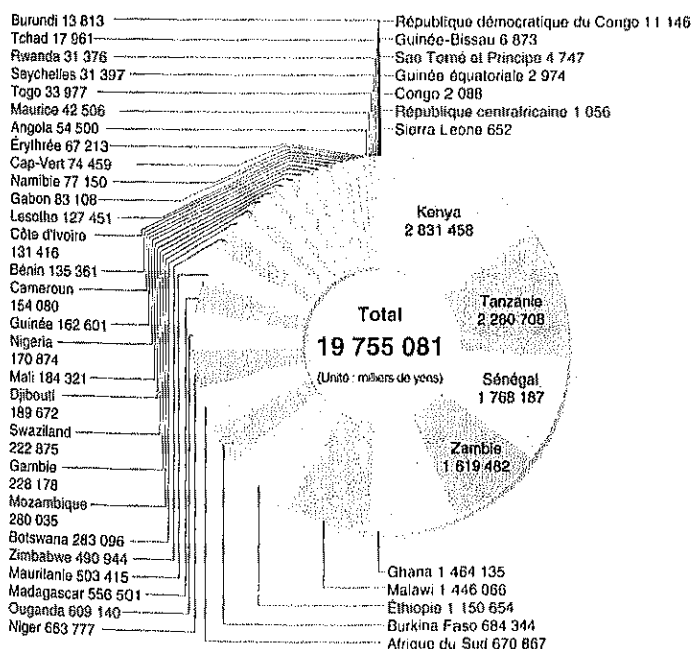
(Bureau de la JICA en Arabie saoudite)



Afrique

Piliers de l'aide → Ultime objectif : réduire la pauvreté

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



Quelques années après la fin de la guerre froide, en 1993, le Japon a entrepris d'organiser la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), conjointement avec des organisations internationales telles que l'ONU, afin d'amener le reste du monde à s'intéresser davantage au développement africain. Lors de la troisième TICAD (TICAD III) qui s'est tenue en 2003, le Japon a annoncé son intention de contribuer au développement de l'Afrique dans le cadre d'un partenariat mondial et en collaboration avec les pays africains. Il préconise une approche articulée autour de trois axes : développement centré sur l'être humain*, réduction de la pauvreté par la croissance économique et consolidation de la paix.

S'appuyant sur les lignes directrices de l'aide japonaise pour l'Afrique et sur les objectifs que partage la communauté internationale, notamment les « objectifs du millénaire pour le développement (OMD)* », la JICA désigne comme objectif ultime du développement africain une réduction de la pauvreté dans le respect de la sécurité humaine*. L'Agence apporte une aide en accord avec les points suivants :

- 1) Contribution aux objectifs du millénaire pour le développement, ou OMD (coopération visant à réduire la pauvreté, amélioration des indicateurs de développement social).
- 2) Réalisation de projets prenant en compte la sécurité humaine (soutien accru aux groupes et aux communautés vulnérables).
- 3) Mise en place rapide de l'aide à la reconstruction dans les pays sortant d'un conflit.
- 4) Suivi de la troisième TICAD (développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté par la croissance économique et consolidation de la paix) et collaboration avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).
- 5) Appui au processus d'élaboration de politiques de chaque pays d'Afrique et renforcement de la coordination de l'aide en conformité avec les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP)*, etc.

L'aide dans ces domaines sera fournie en exploitant la coopération Intra-régionale entre les pays africains à partir de pôles régionaux, ainsi que la coopération Sud-Sud*, afin que l'Afrique puisse bénéficier notamment de l'expérience de l'Asie en matière de développement.

État actuel du développement régional

■ Quarante pour cent de la population vit avec moins d'un dollar par jour

L'Afrique subsaharienne (hors le Soudan, qui appartient au Moyen-Orient) est un vaste territoire qui s'étend sur 21,25 millions de km². Elle se caractérise par un climat et des paysages extrêmement variés, allant des régions arides du désert aux zones chaudes et humides de la forêt tropicale. Elle abrite plus de 600 millions d'individus répartis dans 47 pays.

La plupart des pays africains ont obtenu leur indépendance au cours de la décennie 1960. Durant cette période, un environnement économique international caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation leur a permis d'atteindre un taux de croissance satisfaisant. Toutefois, ces pays n'ont pas réussi à se défaire d'une structure économique héritée de leur passé colonial et fondée sur la monoculture de quelques produits primaires. Dans les années 1970, la chute des cours de ces produits, l'échec des politiques économiques, l'instabilité des régimes politiques, la sécheresse, les inondations et la gravité des changements climatiques ont entraîné la stagnation de leur économie. Beaucoup de pays africains ont ainsi été confrontés à une grave crise économique durant les années 1980 (la décennie perdue). Les gouvernements manquent depuis lors régulièrement de fonds non seulement pour le développement, mais aussi pour le financement des coûts renouvelables nécessaires à la fourniture des services sociaux de base.

Les principaux facteurs responsables de la stagnation en Afrique sont la fragilité des institutions nationales et l'instabilité des systèmes politiques et sociaux, minés notamment par les conflits locaux. Durant les années 1990, beaucoup de pays sont passés au multipartisme et ont organisé des élections libres dans le cadre de leurs efforts de démocratisation. Toutefois, 19 d'entre eux ont été engagés dans des conflits depuis les années 1990, conflits qui ont chassé de chez eux quatre millions d'individus, soit le tiers des réfugiés de la planète.

Trente-cinq des 50 pays les moins avancés* (PMA) se situent en Afrique. Suite à la stagnation prolongée de l'économie, le revenu par habitant est inférieur à son niveau des années 1960. Environ 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins d'un dollar par jour.

Parallèlement, de nouvelles difficultés, comme les maladies infectieuses (VIH/sida, paludisme, tuberculose, etc.) et la marginalisation dans l'économie mondiale en termes de commerce, d'investissements et de systèmes d'information, contribuent à aggraver la pauvreté en Afrique. Si l'on considère l'indicateur du développement humain, calculé à partir d'indicateurs du développement social tels que la santé et l'éducation, ce continent rassemble les 24 pays les plus déshérités de la planète.

■ L'appui à l'Afrique dans une période de transition

Depuis les années 1990, l'Afrique opère une transition sur les plans politique, économique et social.

Le continent africain demeure le principal bénéficiaire de l'aide publique au développement (APD) depuis les années 1980. Il n'empêche que le montant de l'APD a diminué, passant de 19,5 milliards de dollars (son plus haut niveau) en 1992 à 13,9 milliards de dollars en 2001. Ce phénomène s'explique par la lassitude de l'aide* qui s'est installée dans les pays occidentaux au cours de la décennie 1990.

Depuis 2001 toutefois, comme en témoignent les discussions sur les problèmes africains qui ont marqué le sommet du G8 organisé en 2000 à Kyushu-Okinawa, la conférence internationale des Nations-Unies qui s'est tenue à Monterrey en mars 2002 sur le financement du développement, et l'adoption par le G8 du Plan d'action en faveur de l'Afrique lors du sommet de Kananaskis, les pays occidentaux se sont engagés à augmenter le volume de l'aide en faveur de ce continent.

Parallèlement, la démocratisation progresse dans certains pays : le Sénégal (en 2000) et le Kenya (en 2002) ont réussi une alternance politique sans heurt. Annoncé en octobre 2001, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est une initiative qui insiste sur l'appropriation* par les pays africains de leur processus de développement ; ce partenariat est assorti d'un mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), qui permet une surveillance mutuelle du processus démocratique par les différents pays. En juillet 2002, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) fondée en mai 1963 a été réorganisée dans une optique de développement et rebaptisée Union africaine ; elle regroupe 53 régions et pays de ce continent. Le changement opéré a pour but d'intensifier les efforts d'intégration politique et économique régionale, et de favoriser la prévention et la résolution des conflits. Si l'on admet que la paix et la bonne gestion des affaires publiques* sont des conditions préalables au développement, il est essentiel d'encourager les initiatives novatrices des Africains autour de ces deux axes.

Depuis la seconde moitié des années 1990, 30 pays ont adopté des approches s'appuyant sur les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les programmes sectoriels. Il convient de promouvoir des politiques économiques favorisant les mécanismes de marché tout en prenant en compte les besoins des plus pauvres (rétablissement de services publics tels que la santé et l'éducation, et diversification de la croissance économique).

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

■ Tirer parti de la TICAD

Au cours de l'exercice 2003, la JICA a consacré 19,8 milliards de yens à la coopération technique. Si l'on y ajoute la coopération financière non remboursable (basée sur l'échange de notes), l'aide totale du Japon s'élève à 57,8 milliards de yens, ce qui en fait également l'un des principaux pays donateurs* en Afrique.

Les trois conférences internationales de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD en 1993, TICAD II en 1998 et TICAD III en 2003) ont été organisées conjointement par le gouvernement japonais, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) et d'autres organisations dans le but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur l'importance du développement africain. Depuis le début du processus de la TICAD, le gouvernement japonais a construit des écoles où 2,6 millions d'enfants ont pu recevoir une instruction, fourni des services sanitaires et des soins médicaux qui ont permis de vacciner 240 millions d'individus, et assuré l'approvisionnement en eau potable de 3 millions de personnes grâce à une aide bilatérale d'un montant estimé à 12 milliards de dollars.

Lors de la troisième TICAD (TICAD III) en 2003, le Japon a annoncé son initiative pour la coopération en faveur de l'Afrique, qui s'appuie sur trois piliers : développement centré sur l'être humain, réduction de la pauvreté par la croissance économique, et consolidation de la paix. Il a également réaffirmé son appui au NEPAD à travers la TICAD - dans le droit fil de la politique de base du Japon - et souligné l'importance du respect de la sécurité humaine dans le développement de l'Afrique.

La JICA s'inspirera des résultats de la TICAD, sans jamais perdre de vue que l'objectif ultime du développement africain est la réduction de la pauvreté. Elle concentrera ses efforts sur les approches et les questions résumées ci-après.

■ Approches du développement pour l'Afrique

1. Sécurité humaine

Beaucoup d'Africains ne bénéficient pas de la protection à laquelle ils devraient pouvoir prétendre en tant que citoyens, en raison de la fragilité des institutions de leur pays. Ils sont également exposés à des menaces extérieures qui dépassent le cadre de la nation, comme le VIH/sida, l'afflux d'armes légères, ou

Sur le Terrain

• Djibouti Des sourires pour tous les êtres humains

Matériel offert par des particuliers à un pays en développement

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger

Témoignage sur site du capital de sympathie de citoyens japonais

Le programme « Des sourires pour tous les êtres humains » (Smile for All in the World) vient appuyer les initiatives de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). Jusqu'ici, la JICA fournissait en réponse aux requêtes des JOCV les équipements nécessaires à la réalisation de leurs activités. La méthode d'approvisionnement retenue pour ce nouveau programme est toute autre : la JICA informe le public japonais du matériel demandé par les JOCV, et se charge ensuite de l'acheminement des dons en nature jusqu'au site de coopération.

Si les projets d'aide sont financés grâce à l'argent des contribuables japonais, ces derniers n'ont pas toujours le sentiment de participer à la coopération internationale. Ce nouveau programme permet aux citoyens japonais possédant du matériel dont ils n'ont plus l'usage de le faire parvenir jusqu'au site concerné par l'intermédiaire de la JICA. Ils se

sentent ainsi davantage impliqués dans les projets de coopération. Depuis le lancement de ce programme durant l'exercice 2003, de nombreux articles comme des équipements de sport (notamment des tenues de judo), des instruments de musique et des fournitures de bureau ont été envoyés dans les pays en développement (PED). Les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude par l'intermédiaire des JOCV.

Envoi d'outils à Djibouti

Un volontaire JOCV a été envoyé en mission dans l'atelier de réparation du parc matériel de travaux publics du ministère de l'Équipement et des Transports de Djibouti. Lorsqu'il a demandé des outils, les habitants de sa ville natale ont répondu à son appel. Des engins de construction avaient été fournis au parc matériel en 1998 dans le cadre du programme de coopération financière non remboursable de la JICA et le personnel de l'atelier avait alors reçu une formation au Japon. Aujourd'hui toutefois, les outils cou-



Panoplie d'outils en provenance du

rants et spécialisés (nécessaires pour réparer de gros engins de construction) font souvent défaut, si bien qu'il faut dix fois plus de temps qu'au Japon pour accomplir certaines tâches. Les outils viennent d'arriver à destination : les intéressés étudient la manière d'en gérer l'utilisation avec l'aide du volontaire JOCV. L'élaboration d'un système rationnel de gestion des outils risque de prendre un peu de temps, mais un tel système permettra d'optimiser l'utilisation de ce matériel envoyé avec les meilleures intentions.

(Bureau des JOCV à Djibouti)



Experte participant à un projet de lutte contre les maladies infectieuses au Ghana

les conflits interethniques touchant plusieurs pays. La sécurité humaine est un concept visant à protéger les individus et à renforcer les capacités de protection vis-à-vis de toutes sortes de menaces échappant au cadre classique de la sécurité nationale. En Afrique, les efforts de la JICA en faveur de la sécurité humaine peuvent prendre deux directions.

L'une d'elles est la reconstruction des pays dévastés par un conflit, le renforcement des capacités et la protection de la population. Dans des pays comme l'Érythrée ou l'Angola, qui ont entamé leur reconstruction après la signature d'un accord de paix, la JICA apporte une aide axée sur la reconstruction et la stabilisation sociale. L'Agence permet aux combattants démobilisés de bénéficier d'une formation professionnelle et elle contribue au développement de communautés rurales destinées aux réfugiés, aux personnes déplacées, et aux résidents de la région concernée.

L'autre direction est le renforcement des capacités institutionnelles et humaines afin d'aider la population à échapper à la pauvreté. Exemple : pour stopper la propagation du VIH/sida dans un pays en développement (PED), il est essentiel de contribuer à améliorer l'efficacité de l'administration publique dans le domaine sanitaire et médical, et de développer les services de santé en renforçant les capacités nationales. Parallèlement, il convient d'améliorer l'information sur le VIH/sida et ses modes de transmission, et d'encourager les individus à modifier leurs comportements sexuels en leur apprenant d'emblée comment se protéger.

L'accent étant mis sur le concept de sécurité humaine, la JICA apportera une aide axée sur le rétablissement et le renforcement des institutions nationales, qui serviront de socle à la protection des populations et au développement de structures décisionnelles indépendantes (autonomisation*).

2. Approches relatives aux CSLP

Compte tenu du fait que les pays africains disposent de budgets de développement modestes et que l'aide des pays dona-

teurs* n'est pas illimitée, la mise en œuvre d'un développement efficace et rationnel pour réduire la pauvreté suppose la collaboration de tous les acteurs, qui doivent partager des objectifs, des stratégies et des programmes communs. Les gouvernements des PED doivent élaborer un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) dont ils puissent s'approprier la mise en œuvre. Par ailleurs, il appartient aux pays donateurs de fournir une aide conforme au CSLP du pays concerné. Beaucoup de pays ont adopté des approches s'appuyant sur les CSLP depuis la fin des années 1990.

Les CSLP proposent des stratégies de réduction de la pauvreté qui s'inscrivent dans une vue globale du problème à l'échelon national. Leur élaboration repose sur la consultation et la participation de l'ensemble des acteurs du développement, y compris la population. Avec les plans d'affectation des ressources à moyen terme, elles constituent des orientations en matière de développement. La JICA participe au processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi des CSLP, tout en mettant l'accent sur l'appropriation par les pays africains.

En matière de suivi, le CSLP de chaque pays prévoit des indicateurs qui permettent de mesurer les progrès accomplis ; chaque année, la mise en œuvre est évaluée en fonction de ces indicateurs. Cela dit, les gouvernements centraux et les administrations locales des pays africains ne disposent pas des ressources humaines et financières suffisantes pour recueillir et exploiter les indicateurs de niveau de vie de la population ; il est donc difficile de mesurer avec précision le recul de la pauvreté. Depuis 2003, la JICA coopère avec le Bureau national des statistiques de Tanzanie pour améliorer le système de surveillance de la pauvreté ; elle contribue ainsi à une mise en œuvre plus efficace du CSLP.

L'approche par « programme sectoriel* », qui est un ressort essentiel du processus CSLP à chaque niveau sectoriel, est encouragée dans des domaines tels que l'éducation et la santé. La JICA appuie l'élaboration d'une stratégie sectorielle prenant en compte l'efficacité de la coopération selon une telle approche, ainsi que la cohérence entre les programmes sectoriels et le CSLP. L'Agence s'emploie par ailleurs à harmoniser les procédures afin de réduire les coûts administratifs des gouvernements des PED, et à améliorer la prévisibilité de l'aide grâce aux plans d'affectation des ressources à moyen terme.

3. Promotion de la coopération Sud-Sud

L'Afrique est un ensemble de pays et de communautés qui se distinguent profondément les uns des autres. Cependant, nombre de problèmes peuvent être résolus grâce aux efforts concertés de plusieurs pays de la région : l'expérience acquise dans un pays peut servir de modèle pour résoudre un problème analogue dans un autre pays.

Soucieuse d'encourager les efforts de développement des Africains et la coopération mutuelle entre pays africains, la JICA a mis en place deux projets. Le premier concerne l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD), qui soutient

des institutions d'enseignement supérieur dans trois pays d'Afrique de l'Est (le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda). Le deuxième est destiné au Centre de développement rural durable de l'Université d'agriculture Sokoine en Tanzanie. Ces deux projets appuient les initiatives des Africains et respectent la sagesse et les savoirs ancestraux du continent africain.

Unique en son genre, le projet relatif à l'AICAD se propose d'associer des instituts africains dispensant un enseignement supérieur de pointe à des activités pratiques visant à réduire concrètement la pauvreté. Dans le cadre de ce projet, la JICA met en place un réseau reliant diverses organisations qui appuient les efforts de recherche et de développement adaptés aux besoins à l'échelon local, organisent des formations et des ateliers pour diffuser les connaissances acquises et des séminaires à l'intention des populations locales. Les pays africains, qui considèrent la pauvreté comme leur problème, œuvrent à l'élaboration de plans d'action concrets dans ce domaine. Il leur appartient de développer les ressources humaines capables de prendre en charge les activités pratiques sur les sites de développement.

Outre la coopération intra-régionale en Afrique, le partage d'expérience entre l'Asie et l'Afrique en matière de développe-

ment peut constituer une approche efficace de l'aide. En effet, les connaissances et les expériences réussies du continent asiatique (Asie du Sud-Est, notamment) peuvent être mises à profit en Afrique. Conformément à cette approche de l'aide issue du processus de la TICAD, la JICA s'emploiera à renforcer la coopération entre ces deux régions, et à adapter les ressources asiatiques aux besoins africains. Dans le cadre du programme conjoint de développement des connaissances entre l'Asie et l'Afrique lancé en mars 2004, le personnel associé au développement dans les pays africains est invité à participer à des formations en Asie.

■ Actions face aux problèmes prioritaires

1. Fixer comme objectif ultime la réduction de la pauvreté

Face à l'ampleur du problème de pauvreté en Afrique, nul ne conteste l'importance du développement des secteurs sociaux tels que la santé et les soins médicaux ou l'éducation. Dans le contexte actuel, où 40 % de la population africaine vit sous le seuil absolu de pauvreté, les efforts d'aide s'inscrivant dans une perspective de sécurité humaine doivent privilégier la survie et le

Sur le Terrain

• Tanzanie

Appui aux activités pour les jeunes par les JOCV

Faire connaître l'art traditionnel Ngoma à l'étranger

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

Soutien aux jeunes des quartiers déshérités

Dar es Salaam, la capitale de la Tanzanie, pâtit d'un taux de pauvreté assez élevé : le quartier de Temke en particulier se caractérise par un faible niveau de revenus et d'instruction. Les problèmes de drogue et de criminalité sont en hausse chez les jeunes. Dans ce quartier toutefois, un groupe de jeunes amateurs de Ngoma s'efforce de faire connaître cet art traditionnel tanzanien à l'extérieur des frontières. Le Ngoma marie le chant et la danse, en s'appuyant sur des instruments de musique traditionnels (percussions et xylophones, notamment). La troupe, baptisée « Oya theatre group », offre un modèle d'identification aux autres jeunes du quartier. Elle est née d'un projet réalisé en collaboration avec un JOCV envoyé sur place en mai 2000 afin d'organiser des activités pour les jeunes. Depuis lors, un deuxième JOCV assure la relève et prête main forte main à la troupe.

En Tanzanie, où le niveau d'instruction compte davantage qu'au Japon, ceux qui n'ont pu poursuivre leurs études au-delà du primaire n'ont qua-

siment aucune chance de trouver un travail satisfaisant. Beaucoup de jeunes perdent espoir et, dès l'âge de 12 ou 13 ans, se sentant abandonnés par la société, ils basculent dans la délinquance. Les membres de la troupe Oya n'ont qu'un niveau d'instruction primaire, mais ils ont travaillé en collaboration avec les JOCV pour que leurs rêves deviennent réalité.

Se distinguer dans un festival et réaliser ses rêves

En 2003, les membres de la troupe étaient prêts d'un point de vue artistique : ils avaient trouvé leur style. En avril 2003, ils ont remporté le premier prix lors du festival « Arts et jeunesse » de Dar es Salaam. Puis ils ont gagné un prix d'excellence au Festival artistique de Bagamoyo, qui a lieu tous les ans à l'École supérieure des arts de Tanzanie. En janvier 2004, ils ont été lauréats de la manifestation « Music cross road », organisée à Dar es Salaam par des donateurs étrangers, avant de décrocher le premier prix du concours national tanzanien. Ils se sont ensuite distingués lors d'un concours réunissant d'autres artistes



La troupe de théâtre Oya a gagné de nombreux prix

de Zambie, du Zimbabwe, du Malawi et du Mozambique. Cette victoire leur a permis de prendre part à l'événement mondial qui s'est tenu en Suède en août 2004, et de s'engager dans une tournée européenne. Les jeunes Tanzaniens ont ainsi pu concrétiser un de leurs rêves : faire découvrir au reste du monde l'art traditionnel Ngoma. Ils ont aussi compris que la poursuite de leurs efforts leur permettrait de réaliser d'autres rêves.

(Bureau de la JICA en Tanzanie)

respect de la dignité des populations concernées.

Il n'en est pas moins indispensable de promouvoir un développement fondé sur la croissance économique, si l'on souhaite réduire durablement (sur le moyen et long terme) la pauvreté dans les pays africains. Étant donné que 70 % des Africains vivent dans des zones rurales et que la plupart d'entre eux sont pauvres, l'expansion de l'économie africaine passe en premier lieu par le développement de ces zones.

Ainsi, la JICA contribuera activement non seulement à traiter des questions urgentes comme l'augmentation des taux de scolarisation primaire en vue de renforcer l'autonomie des individus, la lutte contre le VIH/sida et l'approvisionnement en eau, mais aussi à promouvoir le développement rural et agricole comme soubassement de la croissance économique, l'éducation secondaire, la formation professionnelle, le développement d'activités génératrices de revenus, et la modernisation de l'infrastructure* de base (réseau routier, alimentation en électricité).

2. Développement centré sur l'être humain

Les efforts en faveur de l'instruction de base portent non seulement sur la construction d'écoles grâce à une aide sous forme de dons, mais aussi sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire des sciences et des mathématiques au Kenya, au Ghana, en Afrique du Sud et dans d'autres pays, et sur l'augmentation de la scolarisation primaire. Depuis quelques années, notre action se concentre sur le renforcement des capacités administratives (étude sur l'état des écoles, amélioration des capacités de planification des administrations scolaires locales, formation des directeurs d'école, etc.) et sur la promotion d'une gestion scolaire impliquant la participation des parents et de la communauté locale. En Éthiopie, où la décentralisation est à l'œuvre, la JICA contribue au renforcement des capacités* en s'appuyant sur la participation de la communauté locale. L'Agence aide notamment les administrations locales à élaborer des plans éducatifs et elle contribue à l'amélioration des systèmes d'information.

En matière de santé et de soins médicaux, les activités de coopération se concentrent sur l'amélioration des capacités de prévention et de traitement précoce des maladies infectieuses qui constituent un grave problème en Afrique ; à cet égard, l'accent est mis sur le renforcement des soins de santé primaires (SSP). La JICA contribue à améliorer les structures administratives et les institutions en charge de la santé et des soins médicaux, et elle privilégie la formation de praticiens travaillant sur le terrain. S'agissant d'un des problèmes urgents de l'Afrique, le VIH/sida, priorité est donnée au conseil et dépistage volontaire anonyme (CDVA), ainsi qu'à la première phase du traitement ; la JICA fournit des kits de dépistage et assure la formation des agents de terrain. Quant aux maladies infectieuses et notamment parasitaires, le Kenya, le Ghana et la Zambie bénéficient de projets destinés à améliorer les capacités de leurs instituts et laboratoires de recherche, ainsi que d'activités d'éducation et de sensibilisation ; l'exécution de ces projets s'effectue en collaboration avec des volontaires japonais (JOCV) et des organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Dans le domaine de l'approvisionnement en eau, l'Agence s'efforce d'étendre les projets mis en œuvre au niveau régio-

nal (notamment ceux qui concernent l'aménagement de puits profonds), conformément aux priorités de la première TICAD (TICAD I) ; à cet égard, elle entend privilégier les projets de coopération qui prennent en compte les populations les plus pauvres, les femmes et les autres groupes socialement vulnérables. De plus, pour renforcer les capacités humaines nécessaires à l'entretien et à la gestion des installations d'approvisionnement et développer l'éducation à l'hygiène, nous mettons en place une coopération technique destinée non seulement aux ingénieurs, mais aussi aux administrations communautaires, tels les comités de gestion de l'eau en Éthiopie et au Sénégal.

Dans les foyers africains, la production agricole ainsi que d'autres activités économiques et productives, les tâches ménagères et l'éducation des enfants sont assurées principalement par les femmes. Toutefois, ces dernières sont socialement vulnérables dans la mesure où elles n'ont qu'un accès limité à l'éducation et aux autres services sociaux. Par conséquent, la JICA veille à ce que ses efforts de coopération dans ces domaines profitent autant aux femmes qu'aux hommes, et elle encourage les bénéficiaires de ses activités à participer au développement dès les tous premiers stades de la mise en œuvre. Afin d'améliorer son action et d'encourager l'idée d'appropriation, l'Agence s'attache à mettre en place des méthodes de développement communautaire participatif*.

3. Réduction de la pauvreté par la croissance économique

Plus de la moitié de la population africaine se compose d'agriculteurs produisant juste assez pour leur propre consommation. Par conséquent, il importe d'aider à réduire la pauvreté dans les zones rurales en améliorant la productivité des petits exploitants et en diversifiant les sources de revenus.

L'amélioration de la productivité agricole, qui peut être obtenue en augmentant le rendement des terres cultivées, est l'enjeu le plus important en Afrique. Seuls 5,17 millions des 158 millions d'hectares cultivés (soit 3,3 %) disposent de systèmes d'irrigation. Soucieuse d'étendre l'agriculture irriguée, la JICA va concentrer son action sur le développement et la diffusion de techniques accessibles aux agriculteurs. Parallèlement à ses efforts en matière de développement technique et de diffusion des techniques agricoles auprès des petits exploitants dans des pays comme la Tanzanie, le Kenya et le Ghana, l'Agence s'emploiera, avec la participation des agriculteurs, à étendre la culture du riz NERICA*, une nouvelle variété de riz obtenue en croisant des variétés asiatiques et africaines.

Dans les régions ne bénéficiant d'aucun projet particulier, la JICA déploiera une aide sur les plans national et sectoriels, en privilégiant les actions ayant la plus large portée. Citons par exemple la coopération axée sur le soutien aux politiques comme l'étude de développement pour un programme sectoriel agricole en Tanzanie, la mise en place d'un système efficace de vulgarisation et le renforcement des capacités, l'appui à des activités de recherche, ou encore des projets pilotes ayant un coût supportable.

L'un des problèmes qui pénalise la compétitivité des produits agricoles africains est la faiblesse du système de distribution,

elle-même imputable au manque d'infrastructures. Outre un projet pilote réalisé en Ouganda, la JICA appuie l'élaboration d'un plan de développement visant à améliorer le système de distribution et le traitement après récolte.

De plus, dans le contexte de transition économique que connaît l'Afrique, des domaines tels que le développement et le renforcement des structures propres à l'économie de marché, la promotion du commerce et des investissements, ou encore le développement du secteur privé (et notamment des petites et moyennes entreprises) jouent désormais un rôle crucial. Les efforts d'aide doivent donc se concentrer sur le développement des ressources humaines dans ces différents domaines. L'Organisation mondiale du commerce (OMC), le gouvernement égyptien et la JICA ont co-organisé un atelier sur les investissements destiné aux pays africains. L'objectif de cet atelier est de renforcer la capacité commerciale des pays participants.

L'aide nécessaire à la construction d'infrastructures (routes, ponts, systèmes de télécommunication et de radiodiffusion) intervient essentiellement sous forme de dons. Au Kenya et en Éthiopie, d'autres actions portent sur la formation de personnel

capable d'entretenir et de gérer ces équipements une fois leur construction terminée.

4. Consolidation de la paix

La consolidation de la paix est une condition préalable à toutes les formes de développement. Compte tenu du contexte historique et culturel des pays africains, il convient de poser les bases du constitutionnalisme, de la démocratie et des droits de l'homme, et d'améliorer la transparence et l'efficacité des pouvoirs publics. De plus, il est essentiel de prévenir la récurrence des conflits en permettant à l'économie et à la société de se redresser progressivement autour de valeurs démocratiques et de meilleures pratiques en matière de gestion des affaires publiques. Ainsi, la JICA va concentrer ses actions de coopération sur la reconstruction post-conflictuelle et l'amélioration de la conduite des affaires publiques. Si les projets mis en œuvre dans ce domaine sont encore peu nombreux, la JICA contribue au développement des camps de réfugiés en Tanzanie, ainsi qu'à la réinsertion des soldats démobilisés et des réfugiés en Érythrée.

Sur le Terrain

• Tsukuba

Formation relative au développement agricole et rural de l'Afrique du Sud

Soutien à la mise en place d'une « nation arc-en ciel »

Accueil de participants à une formation technique

En finir avec l'apartheid

Les Sud-Africains ont beau être des gens chaleureux et souriants, l'apartheid (la politique de ségrégation raciale) a laissé des stigmates profonds dans leur pays. Les Noirs étaient soumis à de nombreuses interdictions - ils n'avaient pas accès aux mêmes services que les Blancs, et se faisaient arrêter dès qu'ils invoquaient la liberté. Le système agricole, fondé sur de grandes plantations dont le produit était destiné à l'exportation, était entre les mains des Blancs. Les paysans noirs, misérables, étaient contraints de vivre dans des zones réservées à la population de couleur. Les disparités dans la répartition des richesses ne cessaient de se creuser et les zones rurales de s'appauvrir.

Après l'abolition de l'apartheid en 1994, l'amélioration de la vulgarisation agricole chez les Noirs des zones rurales déshéritées est devenue un enjeu important. Les résultats obtenus laissent toutefois à désirer en raison de facteurs tels que les pénuries de main d'œuvre, une pluviométrie insuffisante et la dégradation des sols.

Au Centre international de la JICA à Tsukuba, des Sud-Africains suivent une formation de vulgarisateurs agricoles com-

prenant des conférences sur le développement rural en général et des études de cas concrets. Lors d'une visite de Nagasaki, les participants ont assisté à une conférence organisée à la préfecture, et échangé des points de vue avec un groupe travaillant à l'amélioration des conditions de vie locales. A cette occasion, ils ont compris qu'en tant que vulgarisateurs, ils devaient modifier leur façon de penser avant d'aborder le contenu de leur enseignement avec les paysans. Bien que le stage se déroule au Japon, pays dont l'environnement naturel et le contexte social diffèrent sensiblement du leur, ils ont beaucoup à apprendre des expériences réussies « d'agriculteurs pleins de ressources » et du système administratif sur lequel repose leur activité.

Exemple réussi de développement rural

Pour l'heure, la JICA met en œuvre un programme intégré de développement rural et de préservation des sols dans la zone Schoonord du district de Sekhukhune, dans la province sud-africaine de Limpopo. Les stagiaires rentrés depuis mars 2004 participent à un projet pilote qui a commencé au mois de mai.



Stage pratique sur la fabrication du pain dans la ville de Sotome, préfecture de Nagasaki

Cette tentative ne constitue qu'une infime partie des efforts qui restent à accomplir dans les zones rurales sud-africaines, compte tenu du lourd passif hérité de leur histoire. Quoi qu'il en soit, la JICA entend contribuer au développement rural sud-africain afin de favoriser la naissance d'une nation « arc-en-ciel » (ou coexistent plusieurs races), telle que l'a appelée de ses vœux l'ancien président Mandela lors de son discours inaugural. L'Agence montrera qu'il est possible d'obtenir des résultats positifs en matière de développement rural, grâce à la formation et au projet local.

(Centre international de Tsukuba)